



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté

N° 187 - 18 novembre 2011

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche

Mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'envoyeur est bien la MMF) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

- 1 - Prostitution BASTA YA, ça suffit ! - Manifestation le 26 novembre à la Jonchera au Perthus !
 - 2 - 8^{ème} Rencontre Internationale de la Marche Mondiale des Femmes aux Philippines - Page 3
 - 3 - Abolition 2012 : Pour l'adoption d'une loi d'abolition du système prostituer - Appel et Pétition - Page 3
 - 4 - Plan de rigueur: double peine pour les femmes - Page 4
 - 5 - « Grand prix de la fessée, de la tarte et du sexisme ! » - Page 4
 - 6 - Pourquoi nous sommes contre la GPA - Page 6
 - 7 - Débat : Quelle place pour les femmes dans la révolution syrienne ? - 29 novembre - Page 6
 - 8 - Politiques publiques en matière de prostitution - Convention abolitionniste et appel « Abolition 2012 » - Page 7
 - 9 - Film sur « La couverture géante » : Appel à souscription - Page 7
 - 10 - Films : séances : Sous les plis du drapeau rouge - Page 7
 - 11 - Livre : « 40 ans de slogans féministes - 1970 - 2010 » - Page 8
 - 12 - Exposition Nelly Trumel - page 8
 - 13 - Nouvelles vidéos sur Teledébout - Page 8
 - 14 - Radio-Libertaire - Emissions Femmes Libres - Page 8
- SPECIAL 25 NOVEMBRE :
- 15 - Rassemblement 25 novembre Paris - Page 8
 - 16 - Les violences faites aux femmes : ça suffit ! - rassemblement à Montreuil 25 novembre - Page 9
 - 17 - Colloque sur les violences conjugales les 25 et 26 novembre 2011 - Page 9
 - 18 - Colloque : Construire ensemble une réponse cohérente et efficace contre les violences faites aux femmes - 30 novembre - Page 9
 - 19 - Colloque: Luttons contre le féminicide - Page 10
 - 20 - Lutte contre les violences faites aux femmes : dispositifs, pratiques et perspectives en Île-de-France - 25 novembre - Page 10
 - 21 - A Marseille - Page 11
 - 22 - A Lille - Page 11
 - 23 - A Strasbourg - Page 11
-

MOBILISATIONS

1 - Prostitution BASTA YA, ça suffit ! - Manifestation le 26 novembre à la Jonchera au Perthus !

La Marche Mondiale des Femmes France est partie prenante de cette initiative

Prostitution BASTA YA, ça suffit !

Tous et toutes au Perthus le samedi 26 novembre à 11h !

à l'ancien poste frontière du Perthus

Autoroute de Barcelone, sortie Le Boulou, puis par la Nationale direction Le Boulou, Le Perthus

De l'autre côté les Catalanes se rassembleront à la Jonquera

APPEL

Féministes, nous dénonçons Clients, Trafiquants, Proxénètes, Prostitueurs, tous ceux et celles qui piègent des femmes, des adolescent-es, des enfants, les déplacent, parfois les vendent et les utilisent comme objets sexuels ;

Féministes, nous disons Non à la pénalisation des personnes qui se prostituent, Non à une sexualité masculine dominatrice, Non à la liberté d'agir de ceux qui exploitent, vendent ou achètent des femmes souvent parmi les plus pauvres, pour les mettre à l'étalage de leurs revues, de leurs écrans, des trottoirs, des clubs ou des hôtels-bordels, Non à l'énorme trafic d'êtres humains, Non à tous ceux qui ramassent les bénéfices juteux du système prostitutionnel et de l'industrie du sexe, deuxième chiffre d'affaires du monde ;

Féministes, nous affirmons, Non, la prostitution n'est pas le plus vieux métier du monde, elle camoufle seulement le crime premier : le viol des femmes ;

Libérons nos corps, nos sexualités ; Construisons d'autres imaginaires. Les violences faites aux Femmes doivent cesser.

Signataires : La Marche Mondiale Des Femmes 31, Le Collectif Midi-Pyrénées pour les Droits des femmes, Le Collectif Ariège pour les droits des femmes, Le CRI 31.

Contact : maison des associations ; Tél: 05 62 06 02

Explication : Un petit village en Pays Catalan, à la frontière entre l'Espagne et la France, est devenu un énorme LUPANAR. Ce village frontière où les familles françaises viennent nombreuses se ravitailler en alcools et tabac bon marché a ajouté à sa panoplie de consommation le corps des femmes prostituées. Les hommes français viennent de Montpellier, Toulouse, Narbonne, Marseille, etc, se ravitailler en femmes comme une autre marchandise ajoutée à celles des Supermarchés. Pas une route de campagne sans que l'on y trouve une femme, peu vêtue, assise sur une chaise, parfois protégée par un parasol, attendant les voitures et les camions qui passent. La Jonquera est le Paradis des prostitueurs : utilisateurs, proxénètes, mafieux, tout le système prostitutionnel y est rassemblé en toute légalité. La légalisation de la prostitution est une manière de sacrifier la vie des femmes sur l'autel d'une sexualité masculine basée sur la domination et le mépris des femmes. La légalisation de la prostitution ouvre une autoroute de facilités pour le système libéral où tout est à vendre ou à acheter, un système qui convertit le corps des femmes en marchandise. Pour dire : NON à la violence que constitue la prostitution, NON à une sexualité masculine dominatrice, NON à la pénalisation des femmes qui se prostituent, NON à la liberté d'agir de ceux qui exploitent, vendent, ou achètent les femmes des pays les plus appauvris pour les mettre à l'étalage de leurs revues, de leurs écrans, des trottoirs, des clubs, ou des hôtels-bordels. NON à l'énorme trafic d'être humains, NON à tous ceux qui ramassent les bénéfices juteux du système prostitutionnel qui représente le deuxième chiffre d'affaires du monde.

Signataires : Marche Mondiale des Femmes 31, Collectif droits des femmes Ariège, Collectif Midi Pyrénées pour les Droits des Femmes, Le CRI 31.

Contact : Maison des Associations, CMPDF :05 62 06 02 ; suzy.candido31@free.fr)

INTERNATIONAL

2 - 8^{ème} Rencontre Internationale de la Marche Mondiale des Femmes aux Philippines

La 8^{ème} Rencontre Internationale de la Marche Mondiale des Femmes approche. Elle aura lieu du 20 au 25 novembre dans la ville de Quezon aux Philippines. Depuis début novembre, des déléguées de plus de 30 pays se sont inscrites, venues des 5 régions : Afrique, Amériques, Asie-Océanie, Monde Arabe, Proche Orient et Europe. La France envoie 3 déléguées.

Cette 8^{ème} Rencontre Internationale sera l'occasion de présenter les évaluations régionales et internationale de la 3^{ème} Action Internationale de la MMF (et de nos activités 2008 – 2011, d'échanger sur les défis, perspectives et stratégies de notre mouvement pour la période 2011 - 2015, et de déterminer des plans d'actions régionaux, entre autres choses.

La Rencontre se terminera le 25 novembre, journée internationale d'élimination de la violence contre les femmes, avec une manifestation dans les rues et un Forum public de débats autour des champs d'action de la MMF.

Il existe un texte de préparation du débat sur la conjoncture, basé sur une interprétation de la crise économique, financière, environnementale et du modèle de reproduction social du capitalisme, qui augmente les inégalités et les contradictions. Le texte réaffirme que la société reproduit la violence contre les femmes comme outil permanent de contrôle sur nos corps et nos vies. Les organisations et mouvements sociaux sont invités à lire le texte, disponible en ligne : <http://www.marchemondiale.org/structure/8rencontre/context/fr> Le Comité International (CI) de la MMF a aussi eut un débat stratégique à propos de la démocratisation de la communication, et le rôle des moyens de communication dominants dans la diffusion des idées, des valeurs et d'une idéologie qui légitime la place laissée aux femmes dans le monde.

<http://www.marchemondiale.org/structure/8rencontre/communication/fr>

Suivez les nouvelles de la 8^{ème} Rencontre Internationale sur la page web de la MMF : <http://www.marchemondiale.org>

TEXTES

3 - Abolition 2012 : Pour l'adoption d'une loi d'abolition du système prostituer - Appel et Pétition - Amicale du Nid, Mouvement du Nid Fondation Scelles

La Marche Mondiale des Femmes est partie prenante de cette Appel.

PÉTITION : Signer l'Appel en ligne : www.abolition2012.fr

- Parce qu'en payant pour obtenir un rapport sexuel, le client prostituer impose sa volonté au mépris de l'autre et de son désir ;

- Parce que tout acte sexuel non désiré constitue une violence ;

- Parce qu'en plaçant le corps humain dans le champ du marché, la prostitution porte atteinte au principe fondamental de respect de la dignité de la personne et de son intégrité physique et psychique

J'AFFIRME QUE le système prostitueur constitue une violence inscrite dans la longue histoire de la domination masculine, une exploitation de toutes les inégalités, un obstacle fondamental à l'égalité entre les femmes et les hommes, une violation des droits humains.

JÉ DEMANDE, une loi d'abolition de ce système et une politique publique effective, cohérente et globale incluant les mesures suivantes : la suppression de toutes les mesures répressives à l'encontre des victimes de la prostitution ; la mise en place de moyens de protection et d'accompagnement social, incluant l'accès à la santé et au logement pour les personnes prostituées ; la mise en place de véritables alternatives à la prostitution et l'ouverture de droits effectifs pour toutes les personnes prostituées, y compris étrangères ; l'interdiction de tout achat d'un acte

sexuel et la pénalisation des clients ; le renforcement de la lutte contre toute forme de proxénétisme ; une politique ambitieuse d'éducation à une sexualité libre et respectueuse de l'autre, et à l'égalité entre les femmes et les hommes ; une politique de prévention de la prostitution, et de formation et d'information à ses réalités.

4 - Plan de rigueur: double peine pour les femmes - par Thalia Breton, Magali De Haas, Julie Muret - Porte-parole d'Osez le féminisme ! Sabine Salmon, Présidente de Femmes solidaires et Carine Delahaie, Rédactrice en chef de «Clara Magazine»

Le plan d'austérité annoncé par François Fillon le 7 novembre, socialement inefficace et économiquement injuste, constitue une double peine pour les femmes. Ces mesures semblent neutres : elles s'appliqueront aux femmes comme aux hommes. En fait, compte tenu de la situation dans laquelle se trouvent les femmes en matière d'emploi et de précarité, plusieurs des mesures vont directement accroître les inégalités femmes-hommes. La mise en place accélérée de la réforme des retraites aura pour conséquence, via le système de décote, de baisser le montant des pensions de millions de femmes. Les pensions des femmes sont déjà inférieures de 40 % à celle des hommes et seulement 44% des salariées ont les annuités requises au moment de quitter le monde du travail. La mobilisation contre la réforme des retraites avait mis en lumière la précarité des retraitées, dont la moitié touche moins de 900 euros par mois. La désindexation des prestations familiales sur l'inflation ne permettra plus l'augmentation des revenus des ménages en proportion de l'augmentation des prix, les appauvrissant encore davantage. Cette mesure touchera de plein fouet les familles monoparentales, majoritairement constituées d'une femme et de ses enfants. Or, un tiers de ces familles (soit 1,6 million de personnes) se situent sous le seuil de pauvreté (fixé à 954 euros par mois). Enfin, on peut s'inquiéter de la hausse de la TVA dans les métiers de service. Les métiers de service à la personne sont occupés à 97% par des femmes. Le risque est de voir une contraction de la demande dans ce secteur et donc une diminution des revenus ou de l'emploi de celles qui y travaillent. Le gouvernement avait fait de la lutte contre les violences faites aux femmes sa «Grande Cause 2010» et la loi du 9 juillet 2010 a permis de réelles avancées législatives. Mais sur le terrain, la réalité est tout autre. Les associations qui accueillent les femmes victimes de violences sont fragilisées. Leurs subventions sont remises en cause, et certaines, par manque de moyens, doivent arrêter des programmes indispensables à l'accompagnement de milliers de femmes. La réforme de la carte hospitalière a conduit à la fermeture de dizaines de centres d'interruption volontaire de grossesse, rendant l'accès à l'avortement de plus en plus difficile. Le gouvernement fait payer les injonctions de quelques agences de notation au plus grand nombre et en particulier aux plus précaires, dont les femmes constituent la majorité. Pourtant, toute politique contraire à l'égalité entre les femmes et les hommes tire l'ensemble de la société vers le bas. La lutte contre les inégalités femmes-hommes est une nécessité, et plus encore en temps de crise. Le progrès économique et social ne sera jamais atteint par un gouvernement qui nie les droits de la moitié de la population.

5 - « Grand prix de la fessée, de la tarte et du sexisme ! » - Chiennes de garde

Les Chiennes de garde ont diffusé un communiqué le 25 octobre pour dénoncer les publicités de Monoprix qui utilisent «des textes qui banalisent un premier degré très douteux puisqu'il s'agit, sur un emballage de produit pour les mains des adultes, de populariser les coups sur les fesses d'un enfant» et «sur des rouleaux de pâte à tarte de faire des blagues sexistes » (synthèse du 16 septembre). L'association souligne que des sociétés d'affichage, membres de l'Autorité de régulation professionnelle de la publicité (ARPP), viennent de décerner à Monoprix « le Grand prix de la Communication extérieure 2011 ». Et de rappeler certains slogans de la marque : «Pâte Brisée : elle vient de se faire plaquer par un rouleau à pâtisserie», «Pâte feuilletée : elle a beau être bien

roulée, elle a quand même l'air tarte»... Les Chiennes de garde «demandent à Monoprix de modifier au plus vite ces emballages publicitaires invasifs sexistes ou banalisant tel châtiment corporel».

6 - Pourquoi nous sommes contre la GPA - Planning Familial, CADAC, Coordination Lesbienne en France

Notre législation, qui s'oppose à la commercialisation du corps humain et qui stipule, sans discussion possible, que "la mère est celle qui accouche", fait barrage au recours à la gestation pour autrui (GPA). Les tenants de la GPA s'emploient donc à faire sauter ces 2 verrous en relançant le débat en sa faveur à chaque révision de la loi de bioéthique. Des associations LGBT (*Lesbiennes, gays, bisexuelles et trans*) s'y associent, défendant la GPA comme l'une des réponses à leur demande homoparentale.

Le public, lui, est partagé entre un sentiment de révolte face à ce qui lui semble choquant au plan humain, une tentation compassionnelle vis-à-vis de la dramatisation de l'infertilité et de l'incapacité biologique des hommes à porter un enfant et enfin une sorte d'oblitération critique devant ce qu'on présente, à tort, comme une avancée des méthodes de procréation médicalement assistée (PMA).

La GPA est revendiquée au plan thérapeutique comme palliatif de l'infertilité (sont évoqués les cas de femmes nées sans utérus fonctionnel) mais aussi, de plus en plus, comme demande sociale. Ainsi, le bébé "clef en main" répondrait à une demande homoparentale "gay". II constituerait une alternative aux procédures d'adoption parfois longues et aléatoires. Enfin, il pourrait satisfaire l'exigence de confort de certaines femmes en épargnant leur carrière et leur physique.

Le revers de cette demande est une régression sociale féroce, observée partout où la libéralisation de la GPA s'est instaurée. Une véritable industrie de "location de ventres" et de commerce d'ovocytes se développe ainsi en Inde, en Ukraine et aux USA où des agences proposent une prestation aboutissant à la livraison d'un produit, "un bébé", avec choix sur catalogue des donneuses d'ovocyte en fonction de leur physique, sélection des gestatrices sur leurs performances et procédure juridique organisant la filiation.

Tout y repose sur un dispositif contractuel d'essence libérale qui spécifie les obligations et droits des deux parties : les critères de sélection de la gestatrice, ses obligations tout au long de sa grossesse, les dédommagements financiers, les conséquences de retrait du contrat avant terme...

Il est symptomatique d'apprendre que les gestatrices sont, en Inde et en Ukraine, des jeunes femmes pauvres tandis qu'aux USA elles se recrutent parmi les mères au foyer, c'est à dire parmi les femmes sans revenus propres ! Face à ces pratiques perçues comme "choquantes" s'est développée une demande d'encadrement, dite éthique, de la GPA où les conditions d'accès pour les demandeurs/euses et de participation pour les gestatrices seraient fixées, non plus par contrat, mais par la loi. Mais, pour nous, cette démarche "réglementariste" ne saurait faire disparaître l'iniquité fondamentale de la pratique. Il ne faut pas oublier non plus que toute démarche législative d'ouverture de la GPA rendrait de facto cette pratique acceptable socialement.

Derrière les arguments en faveur de la GPA se profile une vision de la société que, nous féministes et lesbiennes féministes, ne pouvons partager : l'épanouissement de l'individu-e passerait par la mise en œuvre irrépressible d'un projet parental organisé autour de la sublimation du lien génétique. La société devrait s'employer par tout moyen, y compris en légiférant, à satisfaire cette demande, même au prix de l'instrumentalisation d'une partie de nos sociétés, les femmes et de la marchandisation de leur utérus et ovocytes sans égard pour les principes d'égalité et d'équité. Pour y parvenir, on s'appuie sur les ressorts classiques de l'aliénation et de la domination : la glorification de vertus présentées comme "spécifiquement féminines" telles la générosité, l'altruisme, le don de soi, le bonheur et le rayonnement de l'état de grossesse, figeant ainsi les femmes dans ce rôle traditionnel auquel on voudrait les soumettre. Qu'on arrête de jouer les vieux couplets de l'ère patriarcale. !

L'histoire, elle aussi, est convoquée pour tenter de prouver l'enracinement de cette pratique dans

notre culture. A l'appui, des cas de dons d'enfant mais qui relèvent à l'analyse, soit des situations de subordination (Sarah et sa servante Agar dans la bible), soit de partage d'autorité parentale (confier un enfant à un couple infertile ou soulager une famille trop nombreuse en prenant en charge l'un des enfants). Qui plus est, ces exemples viennent d'époques où la justification sociale de l'existence des femmes passait par leur capacité de procréation, l'une des impositions du système patriarcal.

Argument de choc, les gestatrices et fournisseuses d'ovocytes sont libres, avance-t-on, de cette liberté revendiquée par les femmes dans les années 1970. Voici un exemple typique de récupération et de détournement des luttes unitaires féministes. En affirmant "Notre corps nous appartient" il s'agissait alors de lever la contrainte reproductive que la société imposait aux femmes en permettant à toutes de pouvoir accéder à la contraception, à l'avortement gratuit et ainsi maîtriser la maternité. Échapper à cette astreinte devenait un "levier" pour libérer le corps des femmes, support d'oppression sociale et patriarcale. Avec la GPA, pas de volonté de libération collective, mais la mise en avant d'une vision strictement individuelle "chaque mère porteuse est libre de disposer de son corps", argument utilisé pour faire barrage à une réflexion sociale.

Loin de nous l'idée de juger, a fortiori de condamner, les individu-es qui en tant que gestatrices ou en tant que demandeurs/euses entrent, ou sont entré-es, dans un processus de GPA. Nous ne nous positionnons pas en moralistes, nous ne réfléchissons pas au niveau individuel, mais globalement au niveau de la société toute entière. Comme d'autres, ces Individu-es subissent la pression de la société et le poids de la norme sociale qui imposent la parentalité dans le cadre du couple, de la sacrosainte famille, au besoin modernisée en y incluant le couple homosexuel. Plus que jamais cette norme est à déconstruire.

Ce qui se construit autour de la GPA est significatif de la progression de l'idéologie néolibérale qui, comme le montre Jules Falquet dans son livre « *De gré ou de force, les femmes dans la mondialisation* », fait de plus en plus entrer les femmes dans le rôle de femmes de service. Service qui se décline maintenant en service à la personne, service sexuel dans la prostitution et ici service procréatif avec la GPA. De cela nous ne serons jamais ni les alliées, ni les complices.

Pourtant, il est envisageable, en ouvrant le champ du possible et avec une vision progressiste de la société, d'envisager d'autres dispositifs ou de promouvoir d'autres pistes plus centrées sur la question du bonheur de l'enfant.

- L'adoption plénière accessible à toutes et à tous, aux homosexuels, aux lesbiennes, aux hétérosexuels..., à toute personne qui remplit les conditions énoncées par la loi, sans exigence de fonctionnement en couple ;
- La généralisation de l'accès à la PMA pour les femmes ;
- La possibilité d'une éducation collective sans appropriation de l'enfant par le biais de l'adoption simple, de l'accès à la coparentalité ou à la beau-parentalité.

Octobre 2011 - *Coordination des Associations pour le droit à l'Avortement et la Contraception (CADAC) Coordination Lesbienne en France (CLF) Planning Familial (MFPF)*

COLLOQUES, DÉBATS, RÉUNIONS...

7 - Débat : Quelle place pour les femmes dans la révolution syrienne ? - 29 novembre

En Syrie, des femmes et des hommes épris-es de justice, de démocratie et d'égalité luttent pacifiquement depuis mars 2011 contre le despotisme. Une particularité de cette révolution syrienne est la présence marquée de femmes dans les comités de coordination et les actions de soutiens culturelles et artistiques. Les femmes paient également un lourd tribut. Victimes de viols, exécutions sommaires, tortures, la répression sanglante mise en place par le pouvoir actuel les vise particulièrement. Celles-ci sont également utilisées comme « arme de guerre » pour faire pression

sur leurs familles afin d'inciter leurs proches masculins à se rendre ou à capituler. Afin de témoigner à ces femmes leur soutien, le Fonds pour les femmes en Méditerranée, l'association Souria Houria, et Fatima Lalem, Adjointe au Maire de Paris chargée de l'Egalité femmes-hommes, vous invitent à une rencontre-débat : « Quelle place pour les femmes dans la révolution syrienne ? » Le Mardi 29 novembre à 19h30 A la Mairie du 3^{ème} arrondissement, 2 rue Eugène Spuller, 75003 Paris. Métro Arts et Métiers, Temple. En présence de Mme Samar Yazbek, écrivaine et romancière, Mme Basma Kodmani, chercheuse, Directrice de l'Arab Initiative Reform et membre du CNS, conseil national syrien. Modératrice : Nadia Aissaoui, sociologue et membre du Conseil d'administration du Fonds pour les Femmes en Méditerranée.

Pour les inscriptions, merci d'envoyer un mail à : info@souriahouria.com

8 - Politiques publiques en matière de prostitution - Convention abolitionniste et appel « Abolition 2012 » - Amicale du Nid, Fondation Scelles et le Mouvement du Nid

Grande réunion des abolitionnistes du système prostitueur le mardi 29 novembre 2011, Palais Bourbon - Salle Victor Hugo, Immeuble Chaban-Delmas, 101, rue de l'Université - 75007 PARIS, 16h - 21 h.

A cette occasion, les trois associations présenteront leur Appel « Abolition 2012 » et inviteront les éluEs, candidatEs et représentantes des partis politiques à soutenir leur mobilisation en faveur d'une loi abolitionniste du système prostitueur. Vous êtes nombreux à vous être déjà inscrits, mais il reste encore quelques places. Il est primordial que la salle soit pleine afin de montrer que les forces abolitionnistes et féministes sont vives et nombreuses !

RADIO, CINÉMA, LIVRES, SORTIES...

9 - Film sur « La couverture géante » : Appel à souscription

Autour d'une œuvre collective pour la Paix, des milliers de femmes se rejoignent. La parole est donnée à celles qui sont bâillonnées pour des raisons économiques, politiques, culturelles ou encore parce qu'elles n'ont jamais eu la possibilité de se dire. Réalisation : Doris Buttignol. Durée : 53 minutes. Production : Cinedoc Fil.

En réservant dès aujourd'hui votre édition DVD trilingue (français, anglais, espagnol) du film « TR'ÂMES, La Couverture Vivante » agrémentée de bonus et d'un livret, vous contribuerez également à soutenir la diffusion de cette bannière pour la Paix à travers le monde. Nous avons besoin de réunir 200 souscripteurs pour terminer l'édition internationale actuellement en chantier pour début 2012.

Répondre à : technique@couverturevivante.org ms / Les Brasseurs de Cages. Téléchargez le Bon de Souscription.

10 - Films : séances : Sous les plis du drapeau rouge - 24 novembre - Centre audiovisuel Simone de Beauvoir

Des années 40 aux années 80, quelles images de femmes, quelle image des femmes découvrirait-on dans le fonds audiovisuel du Parti Communiste Français ? De quels combats témoignent ces films militants ? Quelles paroles, quels silences sont les leurs dans l'histoire du féminisme ? - Carte blanche à Ciné-- Archives. Au programme de cette séance : La vie est à nous, discours de Martha Desrumeaux dans le cadre des élections législatives de 1936, réalisation collective sous la direction de Jean Renoir ; L'espoir au présent, discours de Georges Marchais dans le cadre de la campagne présidentielle de 1981, réalisation collective ; 1er congrès de l'Union des femmes françaises en 1945, réalisation anonyme ; 11e congrès du PCF : Au service de la France, discours de Jeannette Veermersch en 1947 sur les femmes, de Louis Daquin ; Bonjour Camarade, de Paul

Carpita, 1967 ; Les communistes dans la lutte, discours de Jacques Duclos dans le cadre de l'élection présidentielle de 1969, de Jacques Bidou ; Vivre mieux, changer la vie, de Jean--Patrick Lebel, 1972 ; Louissette Blanquart sur la question des femmes, réalisation inconnue, 1975 ; Grandin, les raisons d'une victoire, de Nat Lillenstein, 1975 ; Elles veulent un vrai métier (Expression directe PCF), de Raoul Sangla, 1983 ; Tribune Libre : Union des femmes françaises - Pour une loi anti-sexiste, de Michel Huillard, 1983...

Séance présentée par Ciné--Archives, commentée par Sylvie Chaperon, historienne, enseignante à l'université Toulouse--Le Mirail ; Françoise Picq, sociologue, enseignante à l'université de Paris Dauphine. En présence de Laurence Cohen, responsable de la commission nationale PCF «Droits des femmes et féminisme », sénatrice. Suivie d'une rencontre autour d'un verre.

11 - Livre : « 40 ans de slogans féministes - 1970 - 2010 »

Les Editions IXe ont le plaisir d'annoncer la parution de leur nouveau titre: « 40 ans de slogans féministes. 1970/2010 ».Pour tenir sur une durée de 40 ans et au-delà, il faut du souffle, un grand souffle rageur et joyeux d'être collectif, que l'on sent vibrer dans les slogans et les photos ici rassemblés, manif après manif. En filigrane, le livre dessine l'histoire de cette mobilisation de longue haleine, avec ses temps forts, ses moments creux, ses raisons d'être et ses exigences. Ce livre noir sur blanc et en couleurs sera en librairie le 15 novembre. Tous les libraires ne l'auront peut-être pas, mais tous pourront le commander ! - 18.00 € - 244 p. - ISBN: 979-10-90062-02-3 ; www.editions-ixe.fr

12 - Exposition Nelly Trumel

Notre amie Nelly expose expose sa dernière récolte à l'Atelier 29, 29 passage Verdeau, 75009 Paris du 1^{er} au 31 décembre 2011.

13 - Nouvelles vidéos sur Teledebout

- «Le cirque des femmes de Melbourne» : <http://teledebout.org/index.php?page=cirque>

- « Festival de films documentaires Femmes en résistance » :

<http://teledebout.org/index.php?page=resistance> ;

«L'Enchilada» Entrevue réalisé en juin 2011 avec Christine Aubrée (photographe) et Danielle Charest (écrivain) à propos de la sortie de leur livre "L'Enchilada" aux Editions IXe. Danielle Charest nous a quitté ce 13 octobre 2011, c'est une immense perte politique, elle va nous manquer : <http://teledebout.org/index.php?page=enchilada>.

- «Massage à la camerounaise» <http://teledebout.org/index.php?page=cameroun>

N'hésitez pas à nous envoyer vos vidéos !!! Contact à v.ideaux@yahoo.fr

14 - Radio-Libertaire - Emissions Femmes Libres

- Mercredi 23 novembre, avec Claire Simon, traductrice du livre « Avis au consommateur » de Pun Ngai, Chine: des ouvrières parlent éd « l'Insomniaque » ;

- Mercredi 30 novembre, avec Muriel Salmona, Psychiatre-psychothérapeute, Médecin-coordonateur de Victimologie Responsable de l'Antenne 92 de l'Institut de Victimologie.

Vous pouvez écouter et ou télécharger l'émission pendant 1 semaine sur : <http://media.radio-libertaire.org/php/grille.php>, et téléphoner pendant l'émission au 01 43 71 89 40

SPÉCIAL 25 NOVEMBRE

15 - Rassemblement 25 novembre Paris - Campagne contre le viol

La Marche Mondiale des femmes est partie prenante.

Il y a un an, le CFCV, Mix-cité et Osez le féminisme se sont réunies pour lancer une campagne contre le viol avec un manifeste et une pétition sur le site contreleviol.fr. A l'occasion de la journée internationale des violences faites aux femmes, nous organisons le 25 novembre un rassemblement sur le thème : "La honte doit encore changé de camp ». Les 37 000 signatures de la pétition seront également remises au ministère. Le rassemblement aura lieu vendredi 25 novembre à 18h place Igor Stravinsky sur le parvis de Beaubourg.

16 - Les violences faites aux femmes :  a suffit ! - rassemblement à Montreuil - 25 novembre

Les violences, toutes les femmes connaissent : elles peuvent aller crescendo, de l'insulte au meurtre, en passant par le viol, du sexisme ordinaire au crime... Les chiffres parlent : en France, chaque année, près de 200 femmes sont tuées juste parce qu'elles ne plaisent plus à leur conjoint ou qu'elles veulent le quitter. 40.000 viols ! Dans le monde, chaque jour, des viols comme arme de guerre, des sévices, et des privations de liberté... Les violences contre les femmes sont l'expression des rapports de domination exercés par les hommes sur les femmes dans le système patriarcal. Ces violences doivent cesser ! L'association La Maison des Femmes de Montreuil appelle à un rassemblement silencieux le 25 novembre, de 18h   19h, place de la Croix de Chavaux en mémoire de toutes celles qui sont décédées sous les coups, à Montreuil et ailleurs, en solidarité avec celles qui sont injuri es, blessées, violées, et pour que notre société rejette ces crimes et change de regard sur les femmes, pour que leurs droits soient respectés. Venez, femmes et hommes, même quelques minutes, par votre présence, affirmer votre refus des violences envers les femmes.

17 - Colloque sur les violences conjugales les 25 et 26 novembre 2011 - FNSF

Les 25 et 26 novembre prochains, la Fédération Nationale Solidarité Femmes et le Centre de Recherches Psychanalyse, Médecine et Société de l'Université Paris VII, organisent un colloque interdisciplinaire intitulé "violences conjugales : pourquoi tant de résistances à en parler ?". Ce colloque, initié et coordonné par Maria Eugenia Uriburu, se déroulera à l'auditorium de l'hôtel de ville de Paris, 5 rue Lobo, 75004 Paris.

Pour télécharger le programme

: <http://www.solidaritefemmes.org/e_upload/pdf/depliant_internet_violences_conjugales3.pdf

18 - Colloque : Construire ensemble une réponse cohérente et efficace contre les violences faites aux femmes - 30 novembre - élues contre les violences faites aux femmes (ECVF)

10 ans après l'enquête Enveff, de la réalité des chiffres aux réponses politiques, mercredi 30 novembre, 2011 de 9h   18h, Salle des fêtes de la mairie du XIIIe arrondissement, 1 place d'Italie, 75013 Paris, Metro : Place d'Italie.

8h30 : accueil ; 9h00 : ouverture ; 9h20 : 1975 - 2005, un énoncé politique des violences - Geneviève Fraisse ; Table ronde n  1 - Du poids des chiffres à la prise de conscience politique - Présidence, Dominique Fougeyrollas ; 10h - Présentation de la future enquête Violences et rapports de genre (Virage) - Christelle Hamel ; 10h20 - Réception des enquêtes et prise en compte publique des violences faites aux femmes : une comparaison Suisse-France - Lucienne Gillioz ; 11h40 - Les violences faites aux femmes : de la prise de conscience des élu/es à la construction des politiques publiques - Maud Olivier ; 13h - Table ronde n  2 - Institutionnalisation de la lutte contre les violences faites aux femmes : des réponses multifformes : Présidence : Geneviève Couraud - 13h30 - Les preuves de la justice à l'épreuve des représentations des violences conjugales - Isabelle Steyer ; 13h50 - Expérience de groupe de parole avec des femmes victimes de viol - Annik Houel ; 14h10 - Idéal féministe et injonction à l'autonomie économique. Le travail social des associations

luttant contre les violences conjugales - Elisa Herman ; 14h30 - Genre et politiques de sécurité urbaine ; 16h - Table ronde n°3 - La volonté politique, base de toutes les avancées dans la législation et les politiques publiques - Présidence : Sylvie Deslandes, secrétaire d'ECVF - 16h - Echanges entre élu/es de différents niveaux territoriaux avec Marie-Georges Buffet, Emmanuelle Cosse, Muguette Dini, Bernard Lesterlin, Jocelyne Bougeard ; 17h15 - Echanges avec la salle ; 17h45 - Allocution de clôture - Odette Terrade

19 - Colloque: Luttons contre le féminicide - 23 novembre 2011

A l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, nous avons l'honneur de vous inviter au colloque « Luttons contre le féminicide - Halte à la lapidation et la peine de mort ». Sous le Parrainage de Madame Marie-George Buffet, Députée. Mercredi 23 novembre 2011 à l'Assemblée Nationale de 13h-18h30, 126 rue de l'université, Paris, Métro ligne 8 - Invalide.

PROGRAMME :

13h - Accueil - Introduction : Marie-George Buffet ; 13h30-15h : Lois non écrites et législation en vigueur dans les pays exerçant la lapidation et la peine de mort ; 13h30-13h45 : Introduction au thème par *Canan Polat* ; 13h45-14h10 : Le féminicide à travers la lapidation et la peine de mort de *Esra Ciftci*, écrivaine-journaliste ; 14h10-14h35 : Les religions monothéistes et la répression sociale à l'encontre des femmes - *Chahla Chafiq*, écrivaine iranienne ; 14h35-15h00 : La réalité des exécutions et des lapidations au 21^{ème} siècle, et la situation des femmes en Iran - *Sorour Kemanger*, activiste kurde d'Iran ; 15h00-15h30 : Débat ; 15h30-18h : Halte au féminicide, à la lapidation et la peine de mort ! Propositions de résolution - Modération : *Sylvie Jean*, co -animatrice du réseau PCF Kurdistan ; 15h45-16h10 : Les luttes pour la démocratisation du Moyen-Orient et la libération des femmes - *Mulkiye Birtane*, Députée du BDP (Parti pour la Paix et la Démocratie) ; 16h10 : 16h3 : Les instruments juridiques internationaux pour lutter contre la peine de mort et la lapidation ; leur utilisation et leur rôle - *Déborah PIEKARZ*, Avocate au Barreau du Val-de-Marne ; 17h35-17h00 : Le rôle des campagnes politiques et sociales; Présentation de la campagne « Halte aux lapidations et exécutions en Iran » et de ses objectifs : *Nursel KILIC*, présidente de la Fondation Internationale des Femmes libres ; 17h00-18h00 Débat ; 18h-18h30 : Résolution Finale *Confirmer votre présence jusqu'au 21 novembre 2011 en écrivant à : colloquenonaufeminicide@yahoo.fr ; (inscription obligatoire).*

20 - Lutte contre les violences faites aux femmes : dispositifs, pratiques et perspectives en Île-de-France - 25 novembre - Centre Hubertine Auclerc

Par la présence de Vice-Président-es du Conseil Régional d'Île-de-France et d'acteurs-ices de l'égalité dans chacune des tables-rondes est illustré le souci permanent du Centre Hubertine Auclerc de rapprocher institutions et associations de terrain.

Les temps principaux de l'après-midi se dérouleront comme suit : 15h : Ouverture de la journée par Abdelhak Kachouri, Vice-président du Conseil régional d'Île-de-France, chargé de la citoyenneté, de la politique de la ville et de la sécurité ; 15h30 : Introduction : «Genèse et contexte de la loi du 9 juillet 2010 contre les violences faites aux femmes» ; 15h45-16h45 : 1^{ère} table-ronde : «Protéger les victimes directes et indirectes» ; 17h-18h : 2^{ème} de table-ronde : «Prévenir les violences, éviter la récurrence» ; 18h-19h : 3^{ème} table-ronde «Responsabiliser la société» ; 19h : Clôture par Deneba Keita, Conseillère régionale, Présidente du Centre Hubertine Auclerc - 19h30 : Cocktail

Accès : Conseil Régional d'Île-de-France, Hémicycle, 57 rue de Babylone, 75007 Paris - Métro Saint François Xavier (l13)

Inscription obligatoire sur www.centre-hubertine-auclerc.fr/22novembre2011 [10](http://www.centre-</p></div><div data-bbox=)

hubertine-auclert.fr/node/686

Télécharger le programme détaillé et le plan d'accès : http://www.centre-hubertine-auclert.fr/sites/default/files/images/invit_pg_22nov11_hubertine_0.pdf

21 - À Marseille : - entre midi et 14 heures : rassemblement sur le Vieux-Port avec tambours, banderoles, musique etc ; à 15 h à l'Alcazar film débat : "Violences Conjugales : Comment en Sortir" - de 17h à 21h aux Docks des Suds : Soirée festive et village associatif le samedi 26 novembre manifestation au Perthus. Il reste quelques places dans le car qui partira de la gare Saint Charles à 6h30.

22 - A Lille L'échappée, collectif de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, vous invite à venir voir le film «Viol conjugal, viols a domicile», le mercredi 30 novembre, 19 place Vanhoenacker près du métro Porte d'Arras. Accueil à partir de 18h30 (restauration légère), projection à 20h, entrée libre. Ce sera également l'occasion de rencontrer des membres de notre association «l'échappée», collectif de lutte contre les violences sexistes et sexuelles et de prendre connaissance de nos actions auprès des personnes victimes de viols et d'agressions sexuelles.

23 - A Strasbourg: le 25, La Lune, association de femmes homosexuelles de Strasbourg en partenariat avec La Station (centre LGBTI) présente : 18h : présentation au public de l'exposition des «Affiches sur les violences faites aux femmes" . 19h : visionnage du film de Marion Lary sur les violences conjugales "un silence assourdissant", suivi d'un débat. Ouvert à tout public.

Contact : contact@lalune67.fr